

# Démantèlements du jour et mot du président...

**Aujourd'hui démantèlement à Calais : Marck et rue des Huttes.**

La France est l'un des rares pays à avoir inscrit dans la loi le droit opposable à un logement (Dalo). Mais elle connaît une augmentation du nombre des personnes sans-abri sur son sol, depuis une dizaine d'années. *"En France, le système est tel que de nombreuses personnes n'ont même pas accès aux services d'hébergement d'urgence les plus basiques"*, note Leilani Farha dans une interview à Reuters, citant notamment l'échec du numéro d'urgence national 115, débordé par le nombre d'appels.

## Une "manière cruelle" de traiter les sans-abri

Selon la dernière estimation de l'Insee, en 2014, quelque 140 000 personnes seraient sans domicile en France, dont près de 12 000 vivent dans la rue. A Paris, quelque 3 622 personnes dormaient dans les rues, parkings ou parcs et jardins le 7 février 2019, selon un décompte organisé par la mairie, soit 600 personnes de plus que l'année précédente.

Pour la rapporteuse des Nations unies, la gestion française du problème, qui fluctue en fonction des saisons, avec l'ouverture de places d'urgence supplémentaires l'hiver, s'assimile à *"une manière cruelle de gérer le sans-abrisme"*. *"Les expulsions et évacuations menées à travers le pays, dans des contextes divers, sont en violation du droit humanitaire international"*, estime-t-elle. Elle cite notamment les évacuations par les forces de l'ordre, dans les **campements de migrants à Calais**. *"Beaucoup d'argent a été injecté pour sécuriser la frontière, aucun fond n'a été investi pour s'assurer que les personnes puissent survivre"*, a-t-elle déploré.

## "Pas beaucoup de consultation"

De ses entretiens avec des travailleurs humanitaires, des familles sans abri ou des membres de la communauté rom, la rapporteuse retient un manque de dialogue entre autorités et personnes concernées. *"Je ne vois pas beaucoup de consultation entre le gouvernement et les groupes concernés, qu'il s'agisse des migrants, des femmes victimes de violences, des Roms, des communautés d'origine immigrées, des demandeurs d'asile"*, a-t-elle souligné.

La rapporteuse appelle le gouvernement à mettre en œuvre des stratégies de long terme plus ambitieuses, à l'instar du modèle de "Logement d'abord", mis en place avec succès en Norvège. Un conseil d'ores et déjà partiellement suivi avec le plan Logement d'abord 2018-2022, présenté en septembre 2017 à Toulouse par Emmanuel Macron, qui connaît cependant des débuts timides, selon la Fondation Abbé Pierre. *"La France est bien placée pour parvenir à remplir ses obligations en matière de droits de l'homme"*, estime la rapporteuse. *"C'est un pays riche, le sans-abrisme et le nombre de morts sans-abri ne sont pas acceptables, vu les ressources disponibles."*

**Jean-Claude Lenoir**